

Pour briser le silence : sur un cas de censure

Brigitte Haentjens

Numéro 34 (1), 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/27015ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Haentjens, B. (1985). Pour briser le silence : sur un cas de censure. *Jeu*, (34), 11–13.

pour briser le silence: sur un cas de censure

Le Théâtre du Nouvel-Ontario et le Théâtre d'la Vieille 17, qui coproduisent *les Rogers*, une création de Robert Bellefeuille, de Jean-Marc Dalpé et de Robert Marinier, viennent de se voir annuler quinze contrats de représentation dans les écoles secondaires du nord de la province. Cet événement est très grave pour le présent et l'avenir de l'activité artistique franco-ontarienne et, aussi, pour ce qu'il révèle de la régression actuelle de la société franco-ontarienne dans son ensemble, et du milieu scolaire en particulier.

La première question soulevée est celle du droit des animateurs culturels et des directeurs d'écoles (qui, pour la plupart, précisons-le, n'ont vu ni la version intégrale, ni la version censurée du spectacle) de refuser aux élèves l'accès au spectacle. Il faut d'abord préciser, comme l'écrit un spectateur, que:

« Cette comédie — qu'on tente de faire passer pour un spectacle pornographique — est d'abord et avant tout une réflexion sur les relations amoureuses au lendemain du féminisme, et plus précisément sur l'identité mâle, qui est devenue l'identité du doute. En ce sens, les points d'interrogation et les cris d'insatisfaction du texte sont ceux de toute une génération et constituent, à n'en pas douter, l'intérêt premier de la pièce.

À cet égard, le refus des milieux scolaires est d'autant plus étonnant que le monde de l'éducation, comme celui du théâtre, demeure l'un des lieux privilégiés de la parole, c'est-à-dire de la pensée, du développement de la conscience, du libre échange et de la confrontation des idées.

Au lieu de s'en laver les mains en proposant aux élèves d'aller eux-mêmes juger, mais *hors* de l'école, de la pertinence de la représentation, que ne s'est-on servi du lieu et de la fonction même de l'école pour mettre parents, professeurs et élèves en contact pour ouvrir les portes de discussions sur l'affectivité et la sexualité des adolescents (en pleine Semaine de la sexualité, soit dit en passant. . .), portes qu'il est souvent difficile d'ouvrir en milieu familial? Que ne s'est-on servi de cette occasion rêvée pour réfléchir davantage sur les identités sociales de notre époque et ses bouleversements? »

Bien entendu, il n'a jamais été question de pouvoir discuter de ces questions de fond. Le seul dialogue instauré entre le milieu scolaire et les artistes a porté sur le nombre de mots et/ou d'allusions à la sexualité qu'il était convenable d'éliminer du spectacle dont on ne retient que le côté « sulfureux », c'est-à-dire sexuel.

Mais il y a plus grave: la version censurée et réduite du tiers de sa durée a été annulée par la plupart des écoles. De plus, nous subissons actuellement des pressions de la part de certaines écoles qui déclarent que le T.N.O. et le Théâtre d'la Vieille 17 ne remettront plus jamais les pieds chez elles, à moins de faire des

compromis d'ordre financier quant aux contrats déjà signés.

Or, on saura que, dans les écoles de Sudbury, la raison « officielle » de l'annulation des neuf représentations prévues est l'émission de Radio-Canada (*Ontario-Trente*) où l'on parlait, avec l'un des comédiens, des pressions de censure exercées par le milieu scolaire. On nous dit que la publicisation ainsi faite autour d'un « sujet controversé » rend impossible la présentation à un « auditoire captif ». Nous sommes en droit de nous demander ce que cela veut réellement dire: le milieu scolaire veut-il ainsi nous punir d'avoir parlé publiquement de ce qui se passe d'habitude, en privé, de façon « informelle »?

On nous dit aussi que lors de la même émission, il avait été question du débat actuel écoles séparées/écoles publiques qui secoue, de façon souterraine, le milieu scolaire. On nous avertit que cette question ne peut être traitée « à la légère » . . .

Il n'en demeure pas moins que toute cette question de censure et de boycottage vis-à-vis des artistes franco-ontariens n'est pas nouvelle. Depuis des années, les animateurs culturels exercent des pressions « informelles » sur l'activité artistique. Forts de leur pouvoir d'achat, et sachant pertinemment qu'un spectacle destiné au grand public ne peut être présenté qu'une dizaine de fois dans toute la province s'il n'est pas acheté par les écoles (alors que le seul nord de l'Ontario représente une



Robert Marinier, Jean-Marc Dalpé et Robert Bellefeuille: *les Rogers*. Photo: Jules Villemaire.

vingtaine de contrats dans le milieu scolaire), les animateurs culturels nous ont déjà expliqué à maintes reprises à quel point il était difficile pour eux d'acheter des produits artistiques franco-ontariens qui, pour la plupart, ne répondent pas aux « normes scolaires » ou à celles de la culture officielle. (Qui les définit, ces normes ?)

Les écoles souhaitent voir présenter aux étudiants des « comédies pures et saines », et de préférence dans un français international, qui abordent des sujets « éducatifs ». (Qui définit ce qui est éducatif?) Cela exclut naturellement toute question politique, au sens large du mot.

Depuis des années, donc, le milieu artistique subit en silence ces pressions, coïncé qu'il est entre le désir de développer un marché pour l'avenir et de promouvoir le produit artistique franco-ontarien, et celui de prendre la parole de façon libre et sans contrainte. Il nous a été jusqu'ici impossible de ne pas faire de compromis pour ne pas renoncer définitivement à présenter des spectacles destinés au grand public.

Mais l'acte qui vient d'être posé, et qui amène pour la première fois le débat sur la place publique, atteint de façon trop profonde la question de l'expression artistique — et même de la liberté d'expression au sens large — dans le milieu scolaire et dans le milieu en général.

Il est donc hors de question que les artistes, les créateurs et les compagnies qui les accueillent cèdent au chantage et aux pressions actuelles, dussent-ils perdre leur marché de tournées et leur gagne-pain. Le montant de ce gagne-pain ne justifie pas, de toute façon, qu'on lui sacrifie toute intégrité. Il est déjà assez difficile de travailler en théâtre en Ontario dans un climat à ce point restrictif par rapport à la créativité, avec les contraintes énormes d'un marché de tournées, avec une multiplicité de mandats à assumer; qu'on ne nous demande pas, par surcroît, d'abdiquer notre raison même d'exister, qui est celle de prendre la parole quand tous se taisent, et de se tenir debout quand tout le monde s'agenouille.

brigitte haentjens, directrice artistique du t.n.o.